

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

4 février 2019

PROPOSITION DE LOI-SPECIALE PORTANT COORDINATION DE LA POLITIQUE DE L'AUTORITE FEDERALE, DES COMMUNAUTES ET DES REGIONS A L'EGARD DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET FIXANT SES OBJECTIFS GLOBAUX A LONG TERME

déposée par MM. Raoul Hedebouw et Marco Van Hees (PTB-PVDA)

EXPOSE DES MOTIFS

Il est encore temps de sauver le climat. C'est ce que souligne le dernier rapport des experts climatiques de l'ONU. Depuis sa création en 1988, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a rédigé plusieurs rapports sur (i) les fondements scientifiques du réchauffement climatique dû aux émissions de gaz à effet de serre, (ii) les effets constatés et prévisibles de l'augmentation des gaz à effet de serre et la diminution de la capacité d'absorption et (iii) les mesures possibles pour éviter le pire. Les rapports successifs sont de plus en plus alarmants. Mais le dernier rapport indique donc qu'il est encore possible de maintenir sous contrôle les conséquences du réchauffement climatique. Mais que cette possibilité ne cesse de se réduire. Plus on met du temps à réduire les gaz à effet de serre, plus la tâche deviendra difficile.

Les experts scientifiques pointent l'urgence de mettre en œuvre des solutions radicales et d'une ampleur sans précédent pour limiter à 1,5° le réchauffement de la planète. Autrement, les conséquences seront catastrophiques pour la planète... et les gens. Comme le souligne Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies : « *Si nous ne changeons pas le cours des choses avant 2020, nous risquons un bouleversement climatique incontrôlé aux conséquences désastreuses pour les êtres humains et pour tous les systèmes naturels dont nous dépendons* ». Dans de nombreux endroits du globe, on le sent déjà. Ici aussi, canicules et inondations nous donnent un petit avant-goût de ce que pourrait devenir le climat si on dépasse ce réchauffement de 1,5°C.

Pour y arriver, l'activité humaine ne peut plus émettre davantage que 420 gigatonnes de CO₂ au total. Au rythme actuel de 40 gigatonnes par an, cela nous donne encore environ dix ans. Autant dire qu'il y a urgence. Qu'on doit aller plus vite et plus loin. En effet, pour atteindre cet objectif et le scénario à 1,5°C, des experts¹ ont calculé qu'on va devoir multiplier nos ambitions climatiques par 5.

C'est pourquoi d'ici 2030, nous devons arriver à diminuer de plus de moitié les émissions de gaz à effet de serre au plan mondial. Nous devons suivre les recommandations scientifiques à ce sujet demandant de réduire en 2030 déjà les rejets de 65 %. Cet objectif intermédiaire pour 2030 est essentiel. Plus nous attendrons, plus le prix à payer sera lourd. Retarder le passage à l'action ne fera

¹ Experts du « Programme des Nations unies pour l'environnement », <https://www.unenvironment.org/fr/news-and-stories/communiquede-presse/les-pays-doivent-multiplier-leurs-efforts-et-leurs-actions-en>

qu'accroître les risques et les coûts. L'objectif est ensuite d'avoir une économie complètement neutre en 2050.

Rehausser les objectifs et agir dès maintenant, c'est aussi ce que nous demandent les gens qui sont de plus en plus nombreux à manifester pour le climat. Dimanche 27 janvier nous étions témoin de la plus grande marche pour le climat de l'histoire de notre pays : 70 000 personnes sont descendues dans les rues de Bruxelles pour mettre la pression sur les gouvernements et demander des actes concrets. Et ce sont les plus jeunes d'entre nous qui donnent l'élan à ce mouvement climatique. Depuis le 10 janvier, des milliers d'écoliers font grève pour le climat. Chaque jeudi, partout en Belgique. C'est la génération 'climat' qui se lève et qui nous montre la voie avec une énergie et une détermination incroyables. Par leur mobilisation incroyable, les jeunes obligent aujourd'hui le monde politique d'être enfin à la hauteur de l'enjeu climatique déclaré

Atteindre ces objectifs nécessite une planification écologique, démocratique et sociale à tous les niveaux politiques. Nous avons besoin d'un cadre juridique qui définit les objectifs à atteindre, les responsabilités de nos gouvernements et les grands principes et orientations des réformes nécessaires afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 65% d'ici 2030 et à zéro d'ici 2050.

La proposition de loi spéciale « *portant coordination de la politique de l'autorité fédérale, des communautés et des régions à l'égard du changement climatique et fixant ses objectifs globaux à long terme* » déposée par une série d'experts et d'académiques de l'Université Saint-Louis de Bruxelles, de l'UCL, de l'UGent et de l'UHasselt va dans ce sens-là. La proposition de loi propose des objectifs climatiques globaux à long et moyen terme avec, dans sa version originale, la proposition de rehausser les objectifs climatiques et de diminuer les émissions de 65 % d'ici 2030. Et la proposition de loi fixe également une méthode de coordination des politiques. Ainsi, la proposition de loi offre à ce niveau-là une bonne base pour le développement des politiques climatiques. C'est donc pour cette raison que nous appuyons cette proposition et que nous déposons le texte original.

En proposant des objectifs et en fixant une méthode de coordination, cette proposition de loi constitue une première étape. Une étape importante, mais insuffisante. En effet, le chemin pour y arriver doit encore être déterminé. Nécessitant des discussions fondamentales sur les mesures à prendre. Nous devons continuer à nous mobiliser pour faire en sorte à ce que les mesures qui sont prises dans le cadre de la politique climatique soient durables et efficaces sur le plan écologique mais aussi justes sur le plan social. La justice climatique doit aller de pair avec la justice sociale.

Nous soutenons dans ce sens pleinement l'engagement pris dans la proposition de loi à l'article 3 §3 stipulant que la politique climatique doit aller de pair avec la justice sociale. Parce qu'il ne serait pas juste si on fait payer la transition climatique par les travailleurs. 300 grands pollueurs sont aujourd'hui responsables de 45 % des émissions totales de la Belgique. C'est sur leurs épaules que doivent reposer en premier lieu le coût de la transition climatique. Et c'est sur ce point en particulier, que l'ensemble des politiques doivent oser mettre en question le système européen existant du commerce des émissions (ETS), par lequel les quotas d'émissions peuvent être achetés et vendus. Il faut

se mettre à l'évidence que ce système est un échec complet. Non seulement cela ne diminue pas les émissions, mais cela fait carrément de celles-ci un objet de spéculation. Plus fort encore : ces mêmes multinationales utilisent ce système pour s'enrichir encore davantage sur le dos du climat et de la collectivité.

Il faut oser remettre en question la confiance aveugle qui est faite au marché. C'est le marché qui nous a menés là où nous en sommes aujourd'hui. Ce n'est pas avec encore plus de marché que nous avons besoin. La libéralisation du marché de l'énergie, le système d'échange de droits d'émission, l'insistance perpétuelle sur la responsabilité individuelle... tout cela s'est avéré désastreux. Car pendant que les citoyens adaptent leurs comportements et se mobilisent pour le climat, les grandes entreprises continuent elles à faire comme bon leur semble. Résultat des courses, les émissions belges diminuent d'à peine 1% par an.

Pour atteindre les objectifs climatiques ambitieux, nous devons sortir du carcan de la logique de compétitivité et envisager d'instaurer des normes d'émissions contraignantes par secteur pour les gros émetteurs de gaz à effet de serre, en concordance avec les ambitions d'atteindre 65 % d'émissions en moins en 2030. Les gros pollueurs sont obligés d'investir dans l'économie d'énergie et les sources d'énergie renouvelable. Ces investissements pour le climat offrent d'ailleurs de nombreuses opportunités de nouveaux emplois.

Nous devons aussi, dans le même sens, s'abstenir d'introduire des nouvelles écotaxes socialement injustes tels qu'une taxe kilométrique ou la taxe carbone. Une taxe comme la taxe carbone fait en effet, elle aussi, payer aux consommateurs le coût d'un approvisionnement énergétique durable, et qui est par ailleurs inefficace. L'administration fédérale a calculé que pour 2030, une telle taxe carbone augmentera la facture d'énergie de 127 euros et le prix à la pompe de 154 euros : un surcoût d'au total de 281 euros par ménage. C'est ce que les gilets jaunes ont dénoncé, à juste titre, en France lorsque le président Macron a tenté d'introduire une taxe similaire. Cette flat-tax (comme la TVA) est injuste socialement car tout le monde paie la même chose quel que soit son revenu. Et aboutit à une chose: celui qui peut payer, peut polluer.

Comme l'a dit Greta Thunberg, la jeune activiste Suédoise de 15 ans lors de son discours percutant à la COP24 : « *Si les solutions ne peuvent pas être trouvées dans le système actuel, peut-être que nous devons changer le système* ».

La présente proposition de loi fixe les objectifs et une méthode de travail pour mettre en place des politiques ambitieuses qui soient à la hauteur de l'urgence climatique. C'est une première étape.

PROPOSITION DE LOI SPECIALE

CHAPITRE I - DISPOSITION INTRODUCTIVE

Article 1er. § 1. La présente loi contribue, entre autres, à la mise en œuvre de :

a) la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et de ses annexes I et II, signée à New York le 9 mai 1992 ;

- b) le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et de ses annexes A et B, signé à Kyoto le 11 décembre 1997 ;
- c) l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012 ;
- d) l'Accord de Paris, signé à Paris le 12 décembre 2015;
- e) les directives, règlements et décisions de l'Union européenne adoptés en exécution des obligations de droit international précitées.

§ 2. La présente loi vise en particulier à mettre en oeuvre le Règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat, modifiant les règlements (CE) n° 663/2009 et (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil, les directives 94/22/CE, 98/70/CE, 2009/31/CE, 2009/73/CE, 2010/31/UE, 2012/27/UE et 2013/30/UE du Parlement européen et du Conseil, les directives 2009/119/CE et (UE) 2015/652 du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil.

CHAPITRE 2 - OBJECTIF ET PRINCIPES

Art. 2. En application des articles 7bis et 23 de la Constitution, la présente loi définit les objectifs globaux de la Belgique en matière de politique climatique et la manière dont l'autorité fédérale, les communautés et les régions coordonnent leurs compétences, afin de garantir l'efficacité des politiques.

Art.3. § 1. La politique climatique est ambitieuse et cohérente. Elle promeut un climat sûr et sain pour l'humain et la biodiversité. Elle repose sur un large soutien de la population et de tous les acteurs concernés de la société civile. Elle est fondée sur des données scientifiques et elle est économiquement efficiente.

La politique climatique vise à maximiser les synergies avec les politiques visant à promouvoir les dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable. En particulier, la politique climatique doit être socialement équitable, promouvoir la biodiversité, lutter contre la pauvreté et réduire les inégalités.

§ 2. Toute décision gouvernementale susceptible d'avoir raisonnablement une incidence sur le climat ou sur la politique en matière de climat doit faire l'objet d'une évaluation préalable de cet impact.

§ 3. Sans préjudice des principes généraux applicables en matière environnementale, la politique climatique visée par la présente loi et sa mise en oeuvre sont régies par les principes suivants :

1° le principe de justice sociale ;

2° le principe de mutualité, selon lequel toute entité agit de manière à renforcer l'efficacité des mesures prises par tous les autres niveaux de pouvoir, au regard des objectifs globaux fixés par la présente loi, et vérifie systématiquement l'impact éventuel d'une mesure sur la politique climatique d'une autre entité ;

3° le principe de progression ;

4° le principe de la réduction intégrée de la pollution, selon lequel la politique climatique ne doit pas se faire au détriment de la biodiversité, de la qualité de l'air, de l'eau ou d'autres composantes de l'environnement ;

5° le principe d'intégrité, selon lequel la politique climatique poursuit effectivement et véritablement un objectif de protection d'un climat sûr et sain.

CHAPITRE 3 - DIALOGUE MULTINIVEAUX SUR LE CLIMAT

Art.4. Il est mis en place un dialogue multiniveaux sur le climat et l'énergie, dans le cadre duquel le grand public, les autorités locales, les organisations de la société civile, le monde des entreprises, les investisseurs, les conseils d'avis et les autres parties prenantes concernées peuvent s'investir activement et discuter des différents scénarios envisagés pour les politiques en matière d'énergie et de climat, y compris sur le long terme, et examiner les progrès réalisés dans ces politiques.

Afin d'assurer un large soutien de la population et de la société civile à la politique climatique, l'autorité fédérale, les communautés et les régions prennent les mesures nécessaires, chacune en ce qui concerne leurs compétences, en matière d'enseignement, de formation continue et de sensibilisation à la problématique climatique et au cycle du carbone.

CHAPITRE 4 - OBJECTIFS CLIMATIQUES GLOBAUX À LONG ET MOYEN TERME

Art.5. § 1. La politique de l'autorité fédérale, des communautés et des régions vise les objectifs à long terme suivants :

1° réduire les émissions de gaz à effet de serre en Belgique d'au moins 95% d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 1990 ;

2° porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute en Belgique à 100 % en 2050 ;

3° réaliser l'exigence d'amélioration de l'efficacité énergétique en Belgique d'au moins 53 % d'ici 2050 ;

4° rénover d'ici à la fin de 2050 le parc de bâtiments résidentiels et non résidentiels, tant publics que privés, en vue d'atteindre, dans une proportion élevée, la constitution d'un parc immobilier à haute efficacité énergétique et décarboné d'ici à 2050, facilitant ainsi la transformation rentable de bâtiments existants en bâtiments dont la consommation d'énergie est quasi nulle ;

5° prendre les mesures d'adaptation durable nécessaires pour réduire le plus possible les risques du changement climatique pour l'homme et la biodiversité.

§ 2. La politique de l'autorité fédérale, des communautés et des régions vise les objectifs intermédiaires suivants :

1° réduire les émissions de gaz à effet de serre en Belgique d'au moins 65 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990 ;

2° porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute en Belgique à au moins 32 % d'ici 2030 ;

3° réaliser l'exigence d'amélioration de l'efficacité énergétique en Belgique d'au moins 32,5 % d'ici 2030 ;

4° prendre les mesures d'adaptation durable nécessaires pour réduire le plus possible les risques du changement climatique pour l'homme et la biodiversité.

§ 3. Pour l'application de la présente loi, on entend par émissions de gaz à effet de serre les émissions de gaz à effet de serre en Belgique visées à l'article 2, point b), du règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au changement climatique et abrogeant la décision n° 280/2004/CE .

Art.6. § 1. Les objectifs énoncés à l'article 5 sont modifiables dans le respect du principe de progression, tant en ce qui concerne les pourcentages que l'année de référence.

§ 2. Une modification est justifiée :

1° par l'évolution des connaissances scientifiques et techniques ou, le cas échéant, par des modifications du cadre international visé à l'article 1 et du droit de l'Union européenne et ;

2° par une analyse d'impact socio-économique et environnementale.

§ 3. Les modifications visées au paragraphe 1er sont proposées par le Comité visé à l'article 9 et discutées au sein du dialogue visé à l'article 4. Elles sont adoptées dans le cadre du Plan national intégré Énergie-Climat visé aux articles 11 à 17.

CHAPITRE 5 - INSTITUTIONS DE LA POLITIQUE CLIMATIQUE

Section 1. La Conférence interministérielle Climat

Art. 7. Il est établi, pour toute la Belgique, une Conférence interministérielle Climat, ci-après la Conférence interministérielle.

La Conférence interministérielle Climat est composée des ministres chargés de coordonner la politique climatique de l'autorité fédérale, des communautés et des régions.

Elle est notamment chargée de l'adoption du projet de Plan national intégré Énergie-Climat, de l'adoption du Plan lui-même et de son actualisation, conformément aux articles 11 à 17.

Section 2. L'Agence interfédérale pour le climat

Art. 8. § 1. Il est établi, pour toute la Belgique, une Agence interfédérale pour le climat, ci-après l'Agence.

§ 2. L'Agence est chargée :

1° de l'élaboration du projet du Plan national intégré Énergie-Climat visé aux articles 11 à 17 ;

2° de l'organisation du dialogue visé à l'article 4, ainsi que de son rapportage ;

3° de l'échange et de la transmission d'informations et de rapports entre les parties concernées, à propos de l'état d'avancement et de la mise en oeuvre des politiques et mesures reprises dans le Plan national Climat en vigueur à ce moment-là ;

4° de toute autre mission prévue par ou en vertu de la présente loi.

§ 3. L'Agence est composée [...] de représentants :

1° de l'administration fédérale ;

2° des administrations des communautés ;

3° des administrations des régions.

Section 3. Le Comité permanent indépendant d'experts pour le climat

Art. 9. § 1. Il est établi, pour toute la Belgique, un Comité permanent indépendant d'experts pour le climat, ci-après le Comité.

§ 2. Le Comité est chargé :

1° des missions énoncées aux articles 11 à 17 ;

2° d'exprimer les objectifs de réduction des émissions en budget carbone ;

3° de proposer la répartition de la charge liée à la mise en oeuvre des objectifs établis par ou en vertu de la présente loi et en vertu du Plan national intégré Énergie-Climat visé aux articles 11 à 17 ;

4° de conseiller l'autorité fédérale, les communautés et les régions et les instances visées aux articles 7, 8 et 10 de la présente loi sur tout autre aspect portant sur la coordination et l'ambition commune de la politique de lutte contre le changement climatique et d'adaptation à celui-ci, conformément aux articles 1 à 6 et 11 à 17 ;

5° de répondre aux demandes d'avis des instances visées aux articles 7, 8 et 10 ou de toute entité fédérale, communautaire ou régionale, lorsque les avis demandés relèvent de la coordination et de l'ambition commune de la politique belge en matière de changement climatique et d'adaptation à celui-ci ;

6° d'interpeller l'autorité fédérale, les Communautés et les Régions et les instances visées aux articles 7, 8 et 10 sur des questions portant sur l'ambition et la cohérence de la politique en matière de climat conformément aux articles 1 à 6 et être entendu, à sa demande, par l'ensemble des parlements.

§ 3. Le Comité est un organe permanent composé d'au maximum [8] experts et d'un président, chacun des membres offrant toutes les garanties d'indépendance et de compétence scientifique de manière à ce que soient présentes les disciplines ou matières suivantes :

1° la science du changement climatique ;

2° les risques climatiques et l'adaptation à ces risques ;

3° la politique internationale, européenne et interne du climat ;

4° l'économie, la finance et les entreprises ;

- 5° la technologie ;
- 6° la production et la distribution d'énergie ;
- 7° les échanges de quotas d'émission et les mécanismes de l'Accord de Paris ;
- 8° les aspects sociaux, comportementaux et éducationnels du changement climatique ;
- 9° les villes durables, la qualité de l'air et l'aménagement du territoire ;
- 10° l'agriculture, les forêts et les puits de carbone ;
- 11° la biodiversité et les services écosystémiques.

§ 4. Les membres du Comité sont désignés par le Sénat, sur proposition des universités et des institutions de recherche scientifique.

§ 5. Le Comité est assisté d'un Secrétariat permanent, chargé de toutes les tâches administratives, techniques et comptables nécessaires à la réalisation de ses missions.

§ 6. Pour s'acquitter de ses missions, le Comité peut:

- 1° faire appel à des experts et solliciter la coopération de fonctionnaires ;
- 2° demander l'avis du Conseil fédéral du développement durable, du Conseil central de l'économie et de toute autre instance d'avis ;
- 3° commander des études au Bureau du Plan, à la Banque nationale de Belgique ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé ;
- 4° agir en concertation avec les comités indépendants créés par les instances régionales, en matière de climat ;
- 5° mener des recherches ;
- 6° solliciter l'appui de la Cour des comptes.

§ 7. Les crédits nécessaires au fonctionnement du Comité sont inscrits au budget des dotations.

§ 8. Le Comité établit et modifie son règlement d'ordre intérieur, après avoir soumis un projet à la Conférence interministérielle pour avis. Le règlement et ses modifications sont publiés au Moniteur belge.

Les délibérations du Comité sont prises au consensus ou, à défaut, à la majorité. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante. Il est interdit à tout membre du Comité de délibérer sur des objets pour lesquels il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel.

§ 9. Le Comité garantit que le public a pleinement accès à chacun des avis, recommandations et rapports adoptés en vertu de la présente loi.

§ 10. Le Comité fait rapport annuellement au Sénat, à la Chambre et aux parlements des Régions et des Communautés.

Section 4. La Commission interparlementaire sur le Climat

Art. 10. § 1. Il est créé une Commission interparlementaire sur le climat.

§ 2. La Commission interparlementaire sur le climat est un organe permanent de concertation entre la Chambre des représentants, le Sénat, les Parlements des communautés et des régions visant à assurer la cohérence et la complémentarité des politiques de lutte contre le changement climatique de l'autorité fédérale, des communautés et des régions et le respect des obligations internationales et européennes de l'État en la matière.

§ 3. La Commission interparlementaire sur le climat comprend des délégations de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement flamand, du Parlement wallon, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone.

La Commission interparlementaire sur le Climat comprend un nombre égal de représentants de chacun des Parlements concernés, chacune des délégations étant composée dans le respect de la représentation proportionnelle des groupes politiques du Parlement que la délégation représente.

La délégation du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale comprend au moins un représentant du groupe linguistique le moins nombreux.

§ 4. Les séances de la Commission interparlementaire sur le Climat sont publiques.

§ 5. La Commission interparlementaire sur le Climat adopte des propositions de résolutions interparlementaires. Une proposition est adoptée par une majorité absolue des suffrages au sein de chaque délégation, pour autant que la majorité des membres de la Commission interparlementaire sur le Climat se trouve réunie.

La proposition de résolution est transmise à chaque Parlement concerné. Si un des Parlements concernés amende la proposition, celle-ci est renvoyée à la Commission interparlementaire sur le Climat.

§ 6. La Commission interparlementaire sur le Climat arrête son règlement d'ordre intérieur.

La Commission interparlementaire se réunit en tout cas dans les deux mois avant chaque Conférence des Nations-Unies sur le changement climatique.

CHAPITRE 6 - PLAN NATIONAL INTÉGRÉ ÉNERGIE-CLIMAT ET STRATÉGIE À LONG TERME

Art.11. Au plus tard le 31 décembre 2018 et au plus tard le 1 janvier 2028, et tous les dix ans par la suite, un projet de Plan national intégré Energie-Climat est établi conformément à l'article 3, § 1, et à l'annexe I du règlement (UE) 2018/1999 et présenté à la Commission européenne.

Le projet de Plan définit, dans le respect des dispositions de l'article 5, les objectifs nationaux, les projections chiffrées et les contributions pour les cinq dimensions de l'Union de l'énergie, en particulier a) la sécurité de l'approvisionnement énergétique; le marché intérieur de l'énergie; l'efficacité énergétique; d) la décarbonation, et e) la recherche, l'innovation et la compétitivité, conformément à l'article 4 du règlement (UE) 2018/1999. Il comprend en outre les mesures d'adaptation à prendre à l'échelle nationale pour réaliser les objectifs d'adaptation.

Art.12. L'avant-projet de Plan national intégré Énergie-Climat est élaboré par l'Agence, en tenant compte des recommandations du Comité. L'avant-projet de Plan national intégré Énergie-Climat fait l'objet d'une consultation publique répondant aux exigences de l'article 10, paragraphes 11 et 12, du règlement (UE) 2018/1999, et tient compte des résultats du dialogue multiniveaux sur le climat et l'énergie visé à l'article 4 du présent acte.

Les modalités détaillées de la consultation publique sont définies par l'Agence, en tenant compte des recommandations du Comité et de la concertation interparlementaire.

Le projet de Plan est adopté par la Conférence interministérielle.

Art.13. Au plus tard le 31 décembre 2019, ensuite au plus tard le 1er janvier 2029, ensuite tous les dix ans, un Plan national intégré Énergie-Climat est déposé auprès de la Commission européenne, conformément à l'article 3 du règlement (UE) 2018/1999.

Le Plan national intégré Énergie-Climat tient dûment compte des éventuelles recommandations de la Commission européenne, conformément à l'article 9, alinéa 3, du Règlement (UE) 2018/1999. Lorsqu'il n'est pas donné suite à une recommandation de la Commission européenne, ou à une partie essentielle d'une recommandation, cela fait l'objet d'une motivation explicite.

Le Plan national intégré Énergie-Climat est adopté par la Conférence interministérielle.

Les dispositions désignées comme obligatoires dans le Plan lient l'autorité fédérale, les communautés et les régions, ainsi que leurs institutions et services, et les institutions et services qui en dépendent ou sont soumis à leur contrôle.

Le Plan est publié au Moniteur Belge, ainsi que sur le site internet du Comité et des services compétents des différentes autorités.

Art.14. Les articles 11 et 12 sont d'application pour la préparation de l'actualisation et l'actualisation du Plan national intégré Énergie-Climat.

Art.15. À tout moment, des modifications ou adaptations peuvent être apportées au Plan national intégré Énergie-Climat, pour autant que ces modifications et adaptations figurent dans le rapport sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre dudit Plan. Le projet d'actualisation et l'actualisation sont préparés par l'Agence, en tenant compte des recommandations du Comité. Ils sont adoptés par la Conférence interministérielle.

Ar.16. Au plus tard le 1er janvier 2020, ensuite au plus tard le 1er janvier 2029, et tous les dix ans par la suite, sur la base d'un projet établi par l'Agence, en tenant compte des recommandations du Comité, la Conférence interministérielle arrête une stratégie à long terme à un horizon d'au moins trente ans, et la transmet, après consultation de la Commission interparlementaire sur le climat, à la Commission européenne, conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1999. [...] La vision à long terme est, le cas échéant, actualisée de la même manière tous les cinq ans.

Art.17. L'Agence, en tenant compte des recommandations du Comité, est chargée de la rédaction du rapport d'avancement et de la communication des informations visées aux articles 17 à 27 du règlement (UE) 2018/1999.

Les services compétents de l'autorité fédérale, des communautés et des régions transmettent, sur simple demande, toutes les informations nécessaires à cet effet.

CHAPITRE 7 - JOUR DU CLIMAT

ART.18. Il est institué, pour chaque parlement, un jour du climat qui est organisé chaque année dans le courant du mois d'avril.

Art.19. Les gouvernements transmettent à leur parlement respectif leur rapport sur l'état d'avancement des politiques visant à mettre en œuvre les objectifs établis à l'article 5 et les projets pour la période à venir. Ce rapport est accompagné de l'avis du Comité et des conseils consultatifs pertinents.

Chaque Parlement consacre une séance plénière, le jour du climat visé à l'article 18, à l'examen de ce rapport.

Art.20. Les Parlements déterminent dans leurs règlements la manière dont le dialogue visé à l'article 4 de la présente loi est intégré au jour du climat.